



**Division des Personnels Enseignants
du Premier degré**

n° 2022-2023

Affaire suivie par :

Emmanuelle AH-SENG, DPEP2

Loïc PAYET, DPEP3

Tél : 02 62 48 14 85

Mél : dpep.secretariat@ac-reunion.fr

24 Avenue Georges Brassens

CS 71003

97743 ST DENIS CEDEX 9

Saint-Denis, le 13 avril 2023

La Rectrice

à

Mesdames et messieurs les enseignants du 1^{er}
degré public et privé

Mesdames et messieurs les directeurs d'école

Mesdames et messieurs les chefs des
établissements privés sous contrat

s/c de mesdames et messieurs les inspecteurs de
l'éducation nationale chargés d'une
circonscription

s/c de mesdames et messieurs les principaux de
collèges et les directeurs adjoints chargés de
SEGPA

s/c de mesdames et messieurs les directeurs des
établissements spécialisés

Circulaire N° 24

Objet : Congé parental des enseignants du premier degré

Références :

- **Code des pensions civiles et militaires de retraite : article L9 ;**
- **Code général de la Fonction publique : articles L515-1 à L515-12 ;**
- **Code de l'éducation : article R.914-105 ;**
- **Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique : article 57 ;**
- **Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique : article 85 ;**
- **Décret n°85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions : articles 52 à 56 ;**
- **Décret n°2012-1061 du 18 septembre 2012 modifiant les règles applicables en matière de congé parental pour les fonctionnaires et les agents non titulaires ;**
- **Décret n°2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives à la disponibilité pour élever un enfant.**

SOMMAIRE

I. CONDITIONS D'OCTROI DU CONGÉ PARENTAL	P.3
I.1. Bénéficiaire	P.3
I.2. Conditions d'attribution	P.3
I.3 Durées maximales du congé	P.3
II. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'AGENT BÉNÉFICIAIRE D'UN CONGÉ PARENTAL	P.4
II.1 Rémunération	P.4
II.2 Carrière et mobilité	P.4
II.3 Retraite	P.4
II.4 Formation	P.4
II.5 Contrôle de l'administration	P.4-5
III. PROCÉDURE	P.5
III.1 1 ^{re} demande	P.5
III.2 Demande de renouvellement	P.5
III.3 Demande de réintégration	P.5

Annexe :

1. Formulaire de demande de congé parental ou de réintégration	P.6
--	-----

La présente circulaire a pour objet de préciser aux enseignants titulaires, stagiaires et contractuels du premier degré public ainsi qu'aux maîtres délégués, maîtres contractuels ou agréés à titre définitif ou provisoire des établissements privés sous contrat les conditions de mise en congé parental.

Le congé parental d'éducation est la position du fonctionnaire qui est placé hors de son administration pour élever son enfant de moins de 3 ans ou son enfant adopté ou confié en vue de son adoption.

I. CONDITIONS D'OCTROI DU CONGÉ PARENTAL

I.1 Bénéficiaire

Le congé parental est accordé de droit à l'agent public assurant la charge de l'enfant en vertu des liens familiaux ou d'une décision lui confiant cette charge. Il est octroyé :

- après la naissance de l'enfant,
- après un congé de maternité, un congé paternité ou un congé d'adoption,
- lors de l'arrivée au foyer d'un enfant, âgé de moins de 16 ans, adopté ou confié en vue de son adoption.

Le congé parental peut être pris **simultanément** par les deux parents fonctionnaires.

Il est accordé à l'agent titulaire (exerçant à temps complet ou partiel), stagiaire, ou non titulaire (à condition de justifier d'au moins un an d'ancienneté à la date de la naissance ou de l'arrivée de l'enfant dans le foyer).

Par ailleurs, ce congé peut être accordé au fonctionnaire en position d'activité ou de détachement.

I.2 Conditions d'attribution

Titulaires : par périodes de 2 à 6 mois renouvelables.

Non titulaires : par périodes de 6 mois renouvelables.

Le congé peut débuter à tout moment au cours de la période y ouvrant droit, mais ne peut être fractionné au titre d'un même enfant (un agent ayant bénéficié d'une période de congé parental ne peut bénéficier à nouveau, au titre du même enfant, d'une nouvelle période de congé parental s'il a repris son activité).

En cas de nouvelle naissance ou adoption au cours d'un congé parental, l'agent a droit à un nouveau congé parental au titre de ce nouvel enfant (mêmes conditions et même durée).

I.3 Durées maximales du congé

Le congé parental peut être renouvelé dans la limite des durées maximales suivantes :

Durée maximale du congé parental en cas de naissance		Durée maximale du congé parental en cas d'adoption	
Nbr d'enfants nés simultanément	Durée maximale du congé	Nbr d'enfants nés simultanément	Durée maximale du congé
1	Jusqu'au 3 ^e anniversaire de l'enfant	1 ou 2	3 ans à partir de la date d'arrivée au foyer de l'enfant ou des enfants de moins de 3 ans
2	Jusqu'à l'entrée à l'école maternelle des enfants		1 an à partir de la date d'arrivée au foyer de l'enfant ou des enfants de plus de 3 ans et de moins de 16 ans
3 ou plus	5 prolongations possibles au maximum jusqu'au 6 ^e anniversaire des enfants	3 ou plus	5 prolongations possibles au maximum jusqu'au 6 ^e anniversaire des enfants

Pour les agents non titulaires, la dernière période de congé peut être inférieure à 6 mois pour assurer le respect des durées mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, l'agent en congé parental peut demander à écourter ledit congé. Cette demande sera accordée sous réserve de nécessités de service, et après avis favorable des services rectoraux.

II. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'AGENT BÉNÉFICIAIRE D'UN CONGÉ PARENTAL

II.1 Rémunération

Le congé parental n'est pas rémunéré. Cependant, l'agent peut percevoir la prestation partagée d'éducation de l'enfant s'il en remplit les conditions d'attribution. Il convient de se rapprocher de la Caisse d'Allocations Familiales.

II.2 Carrière et mobilité

Avancement : La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié les droits à avancement d'échelon et de grade pour les fonctionnaires en position de congé parental. Ainsi, depuis le 08 août 2019, l'agent en congé parental continue de conserver ses droits à l'avancement d'échelon et de grade dans la limite de 5 ans sur l'ensemble de sa carrière (sont incluses également dans ces 5 ans les périodes de disponibilité pour élever un enfant de moins de 12 ans).

Titulaires : les périodes de congé parental, intervenues depuis le 7 août 2019, sont prises en compte dans la limite de 5 ans pour l'ensemble de la carrière pour l'avancement d'échelon et de grade.

Non titulaires : la durée du congé parental est comptabilisée en totalité la première année puis réduite de moitié pour le calcul de l'ancienneté ou de la durée des services exigés.

Affectation et mouvement : pour tout congé parental inférieur ou égal à un an, l'enseignant conserve le poste obtenu à titre définitif.

Si le congé parental est prolongé au-delà d'un an, alors l'enseignant perd son poste. Dans ce cas, si la réintégration s'effectue en cours d'année, il sera nommé à titre provisoire sur les supports disponibles à la date de reprise. Il devra donc impérativement participer au mouvement suivant pour obtenir un poste à titre définitif.

Dans le calcul du barème, toute période de congé parental interrompt l'ancienneté sur le poste ainsi que les bonifications liées aux fonctions en éducation prioritaire.

L'enseignant affecté à titre provisoire perd son poste dès la date de début de congé parental, même s'il réintègre avant la fin de l'année scolaire en cours. Il ne bénéficie d'aucune bonification lors du mouvement intra-départemental n'étant pas titulaire du poste.

Focus « maîtres contractuels et agréés à titre définitif » : un service protégé pour une durée d'un an par congé parental. Si le congé est demandé en début d'année scolaire, la protection court jusqu'à la fin de l'année scolaire. Si la demande de congé est faite en cours d'année scolaire, la mesure de protection est active jusqu'à la fin de l'année scolaire suivante.

II.3 Retraite

Depuis le 1^{er} janvier 2004, le congé parental est pris en compte pour la constitution des droits à pension dans la limite de 3 ans par enfant, dans la durée de cotisations pour la retraite.

Dans le cadre d'un congé parental pour un enfant adopté après l'âge de 3 ans, la prise en compte est réduite à 4 trimestres (1 an).

II.4 Formation

L'agent en congé parental peut bénéficier, à sa demande, de formations dans le cadre de la formation continue, d'un bilan de compétences, d'une validation des acquis de l'expérience.

Le temps passé en formation n'est pas comptabilisé comme du temps de service effectif et n'ouvre pas droit à rémunération ni indemnité.

II.5 Contrôle de l'administration

Le congé parental est accordé pour élever son enfant. De ce fait, il ne peut être exercé d'activité rémunérée pendant ce congé.

Seule l'activité d'assistante maternelle peut être admise mais l'agent doit en informer son administration.

L'administration peut contrôler le bénéficiaire du congé pour s'assurer que ce dernier se consacre réellement à son enfant.

Dans le cas contraire, il peut être mis fin à ce congé.

III. PROCÉDURE

La demande de congé parental ou de renouvellement peut être transmise à tout moment au cours de la période ouvrant droit. Elle n'est pas obligatoirement consécutive à une naissance ou à une adoption.

Toutes les demandes doivent être formulées au moyen de l'imprimé joint **en annexe 1** et accompagnées des justificatifs requis.

Les demandes sont à transmettre par voie hiérarchique et doivent parvenir à la DPEP selon les détails décrits ci-dessous.

III.1 Première demande

La demande de congé doit être transmise au moins 2 mois avant le début du congé.

III.2 Demande de renouvellement

Titulaires : les demandes de renouvellement doivent parvenir à la DPEP au moins **1 mois avant** la fin du congé en cours.

Non titulaires : les demandes de renouvellements doivent parvenir à la DPEP au moins **2 mois avant** la fin du congé en cours.

Le non-respect des délais impliquera de fait, le refus du bénéfice du congé.

III.3 Réintégration

Titulaires : les demandes de réintégration doivent parvenir à la DPEP au moins **1 mois avant** la fin du congé en cours.

Non titulaires : les demandes de réintégration doivent parvenir à la DPEP au moins **2 mois avant** la fin du congé en cours.

À l'expiration du congé parental, l'agent est réintégré à sa demande dans son administration d'origine ou de détachement. Dans ce dernier cas, il est placé en position de détachement pour une période au moins égale à la durée restant à courir du détachement initial.

Aux termes de l'article 1 de la loi n°2020-529, le fonctionnaire peut bénéficier à sa demande d'un entretien, quatre semaines au moins avant sa réintégration, avec le service gestionnaire de son administration d'origine ou de détachement pour examiner les modalités de sa reprise de fonction.

En cas de congé parental écourté sur demande de l'intéressé, celui-ci est réintégré dans les mêmes conditions que s'il était arrivé au terme de son congé.

Le congé cesse automatiquement en cas de retrait de l'enfant placé en vue de son adoption.

À sa réintégration après plus d'un an de congé parental, l'enseignant est placé sur une affectation provisoire pour finir l'année scolaire entamée. Il devra obligatoirement participer au mouvement intra-départemental pour obtenir une affectation à la rentrée scolaire suivante.

Pour la rectrice et par délégation
La secrétaire générale adjointe

SIGNE

Maryvonne CLEMENT